

LE SYNDICAT
DES GILETS JAUNES

Résolution 2025

I. INTRODUCTION : GARDER LA LIGNE ET NE RIEN LACHER

Aujourd'hui le constat est clair : les processus observés l'an passé prennent une ampleur alarmante, en toute impunité.

La précarité dans le monde du travail et les services publics qui se désagrègent aggravent la misère, les inégalités et les injustices.

Les faillites en cascade dans les petites entreprises, les vagues de licenciements dans les grosses entreprises, pourtant grassement subventionnées par nos impôts, les salaires en berne quand les actionnaires se gavent et que les prix flambent, tout cela crée un fort sentiment d'abandons chez les travailleurs.

De nombreux travailleurs souffrent au travail, tout cela pour un salaire de misère qui leur permet au mieux de survivre...

A l'image des politiques menées par les dirigeants de notre pays, des modes de management et de gestion déshumanisés sévissent en roue libre dans les entreprises et les services publics.

Où sont les contre-pouvoirs pour protéger les travailleurs et leurs familles ?

Au Conseil d'Etat ? À la cour des comptes ? Au parlement ? Dans les corps intermédiaires ?

Rien n'est à attendre de ce côté-là, quand on voit que la prétendue « Constitution » de notre pays permet à un président, mal élu et avec des bruits de bottes plein la bouche, de mettre au pouvoir un « représentant » de parti ultra minoritaire, après avoir jeté la dissolution de l'assemblée nationale sur l'échiquier politique comme un pavé dans la marre...

Les citoyens, qui ont vu au fil du temps leur industrie être démantelée, leur agriculture massacrée, leurs services publics confisqués et leur pouvoir d'achat étranglé, subissent la mondialisation et le néo-libéralisme de plein fouet.

Ces politiques de prédation irresponsables nous rabâchent toujours les mêmes couplets sur la dette et la rigueur, asservissant la population et fabriquant de la misère, alors que leurs marionnettes profitent pleinement de leurs privilèges payés par nos impôts, y compris pour échapper à la justice.

Ces dirigeants fantoches piétinent toutes les valeurs humanistes en allant jusqu'à soutenir, avec notre argent, des guerres insoutenables qui marqueront la France du sceau de la honte dans l'Histoire.

Ces politiques-là mènent notre pays à la fracture, à la souffrance et au chaos.

Quels sérieux contre-pouvoirs s'élèvent aujourd'hui pour défendre les gens ?

La corruption, le contrôle par l'argent et le politiquement correct étouffent toutes les formes d'indignation et d'actions pourtant nécessaires à la construction d'une alternative heureuse.

Le faible taux de syndicalisation et le taux de participation proche de zéro aux élections TPE de 2024 montrent à quel point les gens ne croient plus au syndicalisme.

La tâche sera donc très difficile pour le Syndicat des Gilets Jaunes.

Mais pas impossible, loin de là, quand on voit l'enthousiasme et l'espoir soulevés par notre modèle de syndicalisme lorsque les gens apprennent son existence.

C'est pour ça qu'on ne doit rien lâcher.

Parce que le syndicalisme, en tant que contre-pouvoir et non en tant que partenaire du pouvoir, à un rôle central à jouer au plus près des gens, dans leur travail.

Le syndicalisme rassemble et unit dans la fraternité tous les travailleurs qui veulent s'engager pour agir contre les injustices.

Le syndicalisme libère la parole des travailleurs et construit leur action par la connaissance, l'entraide et la solidarité.

Fidèle aux valeurs du Mouvement des Gilets Jaunes, le Syndicat des Gilets Jaunes veut être un bouclier et un contre-pouvoir radical et exigeant dans le monde du travail, pour défendre un modèle de société humaniste, dans un monde sans pitié où l'argent passe avant les gens.

Pour tendre vers cet objectif, nous aurons beaucoup à faire en 2025 ::

- renforcer notre modèle en apprenant des épreuves passées,
- développer le nombre de nos adhérents pour renforcer nos moyens et notre légitimité,
- accroître notre visibilité tout en maîtrisant notre communication,
- s'imposer comme un incontournable dans le paysage syndical français.

Nous restons déterminés et qu'on se le dise malgré l'adversité, les obstacles et les doutes : on ne lâchera rien, ni aujourd'hui, ni demain !

II. RENFORCER NOTRE MODELE ET NOTRE IMAGE

2024 restera sûrement dans l'histoire du SGJ l'année des procédures judiciaires pour les élections professionnelles des TPE.

Les 6 plus puissantes organisations syndicales de France se sont acharnées sur nous dans les tribunaux et à la cour de cassation pendant plus de 6 mois pour nous empêcher de participer aux élections TPE.

Leurs avocats ont fouillé nos statuts, listé et analysé nos communications et épluché nos comptes dans les moindres détails.

Malgré les imperfections relevées, car il y en avait, nous avons gagné toutes les procédures et avons participé aux élections TPE. Car notre base est solide.

Néanmoins, cet épisode - qui s'ajoute aux nombreuses contestations des employeurs - nous a permis de consolider nos statuts et de renforcer nos connaissances juridiques.

Nous avons également pris la mesure de l'importance de la communication venant du Syndicat GJ dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Comme nous l'avons vu plus haut, les gens ont une image désastreuse des syndicats.

A juste titre.

Nous sommes radicalement différents et nous sommes professionnels, cela doit donc se voir dans nos communications.

Donc :

- **1^{er} point**, nous allons donc tous apprendre à maîtriser nos communications sur les réseaux sociaux... pour aussi mieux les développer sur d'autres supports. Pour que nos communications soient toujours de près ou de loin en lien avec le travail, qui est le cœur de notre activité, et fidèles à nos statuts et aux valeurs humanistes et fraternelles du Mouvement des Gilets Jaunes.

- **2nd point** concernant les médias et dans le respect des mandats impératifs fixés par nos statuts, nous proposons le mode de fonctionnement suivant :
 - lorsqu'un média nous contacte, nous lui demandons de lister ses questions par écrit. Après analyse du média et des questions, nous apportons des réponses écrites concertées.
 - Nous n'acceptons aucun plateau télé et aucune interview au pied levé par téléphone, sauf si un mandat adhoc a été défini, avec un message précis. Ceci pour éviter les pièges et les polémiques inutiles et superficielles.
- **3ème point**, la vigilance sur notre modèle économique. Le Syndicat des Gilets Jaunes refuse les subventions des employeurs, de l'Etat et de l'Europe.

Nous avons d'ailleurs eu l'occasion de le mettre en pratique lors des élections TPE 2024 : le SGJ a refusé les subventions de l'Etat, alors que tous les autres syndicats les ont prises.

Le développement du Syndicat des Gilets Jaunes doit être bâti sur ce modèle, qui nécessite une gestion précise et exigeante des fonds récoltés par les adhésions.
- **4ème point** : l'indépendance financière nous amène au refus de toute forme de corruption.

C'est une vigilance permanente et exigeante sur le terrain et au sein des équipes dirigeantes du Syndicat GJ sur laquelle nous ne transigerons pas, avec à l'appui la révocabilité des mandats.

Nous avons beaucoup à faire pour défendre les travailleurs, l'objectif est de limiter au minimum les dépenses d'argent et d'énergie pour se défendre... pour pouvoir être en attaque contre les injustices et exiger une vie digne pour tous, par tous moyens.

III. L'ARGENT, LE NERF DE LA GUERRE

Comme vu précédemment, le syndicat ne vit que des cotisations de ses adhérents, des dons éventuels et des dédommagements obtenus en justice.

Voilà pourquoi nos adversaires nous attaquent sans relâche : pour tenter de nous épuiser financièrement.

Nous devons donc là encore consolider notre modèle pour être forts au combat !

1. En développant le nombre de nos adhérents. Car le modèle d'indépendance financière nécessite l'engagement de chacun. Nous sommes attachés au système de solidarité qui a fait la force de notre système social d'après-guerre : chacun cotise selon ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins. Cela nécessite une pédagogie de nos militants sur le terrain et une vigilance des équipes de gestion pour relancer les cotisations impayées. Pour faciliter le travail, nous mettons en place des relances automatiques et systématiques.
2. En n'augmentant pas le montant de la cotisation en 2025. Car on ne peut décemment dénoncer la flambée des prix si nous augmentons nous-mêmes le montant de la cotisation. Nous rappelons d'ailleurs que nos tarifs sont les plus bas, avec comme premier prix du barème une cotisation à 6 euros par mois : c'est moins cher qu'une demie baguette de pain par jour et cela contribue à pérenniser notre modèle d'entraide solidaire.
3. En créant des facilités de paiement pour nos adhérents : nous sommes à la pointe et mettrons en place en 2025 le paiement des cotisations en 4 fois sans frais pour ceux qui le souhaitent !
4. Et pour faire des économies dans un contexte d'augmentation du nombre des adhésions, nous avons pris la décision de dématérialiser le courrier de bienvenue et la carte d'adhérent envoyés aux nouveaux membres du syndicat. Ainsi, les adhérents adhèrent en ligne ou sur bulletin et reçoivent pas mail leur courrier de bienvenue qui les informe qu'ils pourront télécharger leur carte d'adhérent à partir de leur espace personnel. Nous économisons ainsi du temps et des sous (frais d'impression, d'enveloppes, de papier, de carte d'adhérent et de timbres).

5. L'augmentation du nombre d'adhérents augmentera mécaniquement le montant de notre caisse de grève. C'est un argument fort d'adhésion et une arme redoutable dans les mains des travailleurs. En effet, 15 % de nos cotisations perçues vont dans une caisse de grève, en vue de futures actions, pour soutenir réellement nos adhérents grévistes sous pression, dans les secteurs les plus stratégiques. Si les centrales syndicales multimillionnaires utilisaient leurs puissantes ressources pour soutenir financièrement la grève, il y a longtemps que le rapport des forces aurait basculé en faveur des travailleurs. Nous devons grossir et grossir encore pour nous donner les moyens de combattre pour la justice et la dignité.

IV. ACTIONS ET PROJETS 2025 : DEVELOPPER NOS SYNDICATS EXISTANTS ET EN CREER DE NOUVEAUX

Pour être omniprésents dans le monde du travail, nous devons naturellement être en capacité d'intervenir dans tous les champs professionnels.

Car les syndicats fonctionnent ainsi dans notre pays, avec un cadre légal contraignant : pour avoir intérêt à agir dans l'agriculture, il faut avoir créé le syndicat GJ de l'Agriculture.

Nous devons donc développer nos syndicats existants dans lesquels nous avons déjà des équipes.

Et créer les syndicats des champs professionnels que nous n'avons pas encore.

Ainsi, nous avons pour objectifs en 2025 de trouver des militants, salariés ou agents publics, actifs ou non actifs, prêts à déposer les statuts des syndicats suivants :

- L'Agriculture et l'agroalimentaire,
- L'Education Nationale et autres fonctions publiques d'Etat,

- Les fonctions publiques territoriales,
- L'Industrie et le BTP,
- Les personnels de la Justice

La liste n'est pas exhaustive, et nous sommes ouverts à toutes les discussions, dans le respect des statuts de l'Union et de nos principes fondamentaux. CREER DES PARTENARIATS POUR DECLOISONNER LES COMBATS

Grace à la visibilité offerte par les élections TPE, nous avons été contacté par de nombreuses personnes.

Nous avons à cette occasion constaté une attente forte chez les travailleurs indépendants : petits commerçants, artisans, autoentrepreneurs, libéraux, chefs d'exploitation agricole... qui voulaient nous rejoindre car fragilisés par l'isolement et écoeurés par les autres syndicats.

La loi est ainsi faite que les syndicats de salariés et d'agents publics (comme nous) ne peuvent représenter directement les « petits patrons » qui ont des syndicats patronaux.

MAIS il est évident que ce cloisonnement dessert l'intérêt général. Et sert les intérêts du pouvoir.

Donc, nous avons la volonté de construire des passerelles avec les indépendants en les aidant à monter leurs propres structures et en travaillant étroitement avec eux, dans le souci du bien commun.

V. CONCLUSION

Dans un monde où la finance, l'esprit de compétition et l'injustice dominant et asservissent les gens, le Syndicat des Gilets Jaunes est un recours légal, exigeant et protecteur pour les salariés et les agents publics qui ne veulent plus se faire broyer par le rouleau-compresseur du néo libéralisme financiarisé, qui veulent des services publics dignes et qui veulent exercer un travail épanouissant, décemment rémunéré.

L'austérité et le déclassement ne sont pas une fatalité, contrairement à la doxa rabâchée par tous les grands médias : il y a des alternatives possibles et des perspectives heureuses.

Il suffit d'avoir la volonté et de s'en donner les moyens. Nous sommes déterminés et nous avons réussi à construire un outil puissant consacré par les plus hautes juridictions de France. A travers le Syndicat des Gilets Jaunes, les idées révolutionnaires d'humanisme, de justice, d'émancipation et de fraternité vaincront. Ahou !

PROJET